

**Les réformes et l'avenir des travailleurs chinois – rapport d'enquête  
sur les réformes entreprises par le groupe Jiangsu Tongyu textiles**

**Wang Hui**

***Tian Ya*, No. 1, 2006**

Résumé: Le 26 juillet 2004 au petit matin, des milliers de travailleurs du groupe textile Jiangsu Tongyu ont entamé un mouvement de grève et manifesté dans la partie sud de la ville de Yangzhou. Résultats de leurs actions: blocage de l'autoroute d'Etat 328, attaques aux portes du siège du gouvernement municipal, interruption du transport routier en direction du sud et suspension de la production de l'usine pendant dix jours. Le mouvement de grève des travailleurs s'est apaisé malgré l'entrée en vigueur des réformes prévues par le groupe et le licenciement de plus de mille travailleurs. Mais certains représentants des travailleurs continuent d'appeler les autorités suprêmes à l'aide en raison des misères qu'ils subissent au travail et dans leurs vies du fait des réformes. Mais en quoi consistaient exactement ces réformes et pourquoi les travailleurs de l'usine y étaient-ils si profondément hostiles? Les réformes des entreprises publiques pourraient-elles donner une impulsion au développement économique local si elles étaient entreprises selon le modèle actuel de réforme générale? Après avoir mené deux enquêtes, l'auteur est arrivé à quelques conclusions sur le processus de réforme du groupe Tongyu. Les problèmes auxquels fait face le groupe sont des exemples types des problèmes qu'ont connu les entreprises publiques chinoises au moment des réformes. Depuis la fin des années 1990, le néolibéralisme est devenu le problème central dans les réformes des entreprises publiques et jusqu'à un certain degré, les a influencé et a même déterminé leur évolution. L'auteur met en évidence ses propres opinions basées sur sa critique du néolibéralisme: premièrement, une économie de marché ne se met pas en place spontanément et les inégalités économiques qui en résultent sont en réalité le reflet des inégalités politiques existantes. Avec les réformes actuelles du marché, les travailleurs chinois doivent instaurer leur pouvoir politique à travers les syndicats et des représentants légaux capables de défendre leurs droits et leurs intérêts. Deuxièmement, les privatisations actuelles ne protègent ni les biens publics ni les biens privés. Elles ne font que légaliser l'expropriation des biens publics par de petits groupes. Troisièmement, la soi-disant société civile, créée à travers ce type d'économie de marché en transmettant le droit de propriété public à celle privée, n'offre pas les conditions préalables à l'instauration de la démocratie car une «société civile» qui a pour principe de priver les travailleurs de leurs droits fondamentaux n'est rien d'autre que le précurseur d'une nouvelle tyrannie sociale. Partant de ces analyses, l'auteur considère que le conseil qui suit devrait être pris en compte dans

les réformes et les actions orientées vers l'égalité sociale et la démocratie populaire: les inégalités économiques découlant de l'expansion du marché étant intimement liées aux inégalités politiques et culturelles, les exigences de liberté et d'égalité ne devraient pas s'opposer. De plus, le développement économique est toujours enraciné dans un socle politique, culturel et social plus large. Appliquer une concurrence loyale sur le marché ne veut pas dire qu'il faille se dérober aux mécanismes de régulations étatiques, culturels et légaux. Le problème principal n'est donc pas le désengagement de l'Etat mais comment, à travers la démocratie et la loi, on peut éviter à l'Etat de devenir le garant d'un monopole national et transnational.

Fin

Wang Hui, *Tian Ya*, No. 1, 2006



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>